



BULLETIN D'INFORMATION

Décembre 2012, № 94

SOMMAIRE:

Économie russe: tour d'horizon

- Un impôt sur les biens de luxe
- Les investissements directs étrangers en légère hausse
- Améliorer l'environnement des affaires
- Une loi propice à l'exploitation de gisements de pétrole difficiles

Actualités-Monde

- Un sommet tendu entre la Russie et l'UE

Actualités-Entreprises

- Renault bientôt maître d'AvtoVAZ
- Lancement de la construction de South Stream
- Alstom et TMH ouvrent une usine au Kazakhstan

ÉCONOMIE RUSSE : TOUR D'HORIZON

Un impôt sur les biens de luxe

Dans son message annuel adressé le 12 décembre aux deux chambres du parlement russe, le président Vladimir Poutine a présenté un vaste programme d'initiatives optimistes destinées à moderniser l'économie nationale. Il a notamment chargé le gouvernement de Dmitri Medvedev d'élaborer une « feuille de route » pour la promotion de la concurrence.

Selon M. Poutine, la Russie devrait moderniser son complexe militaro-industriel, renforcer ses positions internationales dans l'espace et l'énergie nucléaire, développer l'aéronautique, les constructions navales et les technologies informatiques. Un grand coup de pouce devrait être donné à la construction de routes automobiles dont le volume devrait doubler dans les dix prochaines années, tandis que les régions auront droit à une politique fiscale plus souple et favorable au développement.

Le chef du Kremlin a prescrit aux ministres d'élaborer une panoplie de mesures économiques contribuant à faire revenir en Russie les entreprises réfugiées dans les paradis fiscaux, et il a réitéré son objectif de créer 25 millions d'emplois « modernes » d'ici 2020.

Enfin, la Russie devrait parvenir d'ici quatre ou cinq ans à l'autosuffisance alimentaire pour devenir ensuite l'un des principaux fournisseurs mondiaux de denrées alimentaires. « A l'heure où la demande de produits alimentaires connaît une croissance vertigineuse dans le monde, en particulier dans les pays en développement, la Russie réunit sur son territoire 55% de toutes les terres fécondes de la planète », a-t-il rappelé.

Mais la mesure phare annoncée par le président est sans conteste la mise en place d'ici mi-2013 d'un impôt sur les biens de luxe qui fait l'objet d'un vaste débat depuis des mois. « Ce que l'on peut et doit faire, et qui est juste, c'est taxer les biens de luxe, a-t-il déclaré. Je rappelle au gouvernement qu'il est indispensable de mettre en œuvre avant mi-2013 des décisions majeures concernant l'impôt sur la fortune afin de pouvoir taxer l'immobilier de luxe et, aussi difficile que cela puisse l'être, les voitures. »

Les contours de cette réforme sont encore flous. Il ne s'agit pas d'une majoration de l'impôt sur le revenu qui gardera son taux unique de 13 %, fixé par Vladimir Poutine dès le début de sa première présidence en 2000 pour mettre fin aux fuites fiscales. Dix ans plus tard, cette unicité est dénoncée comme socialement injuste. Pour répondre aux critiques, le Kremlin propose des impôts supplémentaires ciblés, notamment sur les voitures de luxe en fonction

de leur marque et de leur prix de vente.

Selon le classement 2012 du magazine Forbes, la Russie compte 96 milliardaires, ce qui la place au deuxième rang mondial après les Etats-Unis. Près de 105 000 voitures haut de gamme ont été vendues en Russie sur les onze premiers mois de l'année en cours, soit une hausse de 32% par rapport à la même période de 2011.

Les investissements directs étrangers en légère hausse

La Russie espère attirer 60 milliards de dollars US d'investissements directs étrangers (IDE) en 2012, contre 56 milliards en 2011, soit une hausse de 7% en un an, a fait savoir le ministre du Développement économique Andreï Belouossov lors d'une réunion du Conseil d'Etat le 27 décembre.

Depuis cinq ans, selon M. Belouossov, la Russie a totalisé 263 milliards de dollars US d'IDE, ce qui fait d'elle le 6^e pays bénéficiaire d'IDE dans le monde et le 2^e après la Chine parmi les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Selon les données publiées par le Service fédéral des statistiques (Rosstat), l'afflux d'investissements étrangers, tous confondus, dans l'économie russe s'est affaibli de 14,4% au cours des trois premiers trimestres de 2012, par rapport à la même période de 2011, pour se chiffrer à 114,5 milliards de dollars US.

Améliorer l'environnement des affaires

Le premier ministre Dmitri Medvedev a annoncé le 20 décembre avoir approuvé cinq « feuilles de route » sur les principales pistes d'assainissement du climat des affaires en Russie : obtention du permis de construction, réglementation douanière, aide à l'exportation, enregistrement de la propriété et accès aux infrastructures électriques. « Ce sont les problèmes les plus difficiles dont se plaignent les milieux d'affaires », a-t-il constaté en conseil des ministres. Selon M. Medvedev, ces « feuilles de routes » devraient être réalisées d'ici 2018.

Une loi propice à l'exploitation de gisements de pétrole difficiles

Le président Vladimir Poutine a promulgué le 4 décembre une loi prévoyant des avantages fiscaux pour les entreprises exploitant les gisements de pétrole difficiles d'accès. Elaboré par le ministère de l'Energie, le texte prévoit notamment l'introduction, à partir du 1^{er} janvier 2013, d'un taux réduit de la taxe à l'exportation de pétrole, fixé à 10% par rapport au taux normal, qui concernera le pétrole visqueux ou doté de caractéristiques physiques et chimiques non conformes provenant des gisements de Iakoutie, du territoire de Krasnodar, du district autonome des Nenets, de la presque île de Jamal et de la mer Caspienne.

ACTUALITÉS - MONDE

Un sommet tendu entre la Russie et l'UE

Le président russe Vladimir Poutine s'est rendu le 21 décembre à Bruxelles, en compagnie de quatre de ses ministres, pour participer au 30^e sommet Russie-UE. Les parties ont évoqué « un sommet de coopération et non de confrontation », même si toute une série de divergences, y compris économiques, persistent dans ce partenariat stratégique. Les tensions se sont ravivées en septembre dernier lorsque la Commission européenne a lancé une enquête formelle contre le géant gazier russe Gazprom pour entrave à la concurrence et manipulation des prix dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Contrôlé à plus de 50% par l'Etat russe, Gazprom s'est déclaré prêt à utiliser tous les outils juridiques et politiques pour pousser la Commission à renoncer à son enquête, mais sans résultat.

Le chef du Kremlin a dénoncé l'approche « non constructive » de Bruxelles, exigeant que la communication de toute information demandée à l'étranger sur les entreprises stratégiques soit désormais soumise à son accord.

Avec son Troisième paquet énergie, l'Union européenne souhaite séparer les activités de production et de distribution du gaz pour imposer la concurrence en amont comme en aval. Or Gazprom produit et transporte un quart du gaz consommé par les Vingt-Sept. Alors que Bruxelles peine à lancer Nabucco, son projet de gazoduc venant de la mer Caspienne et contournant la Russie, Gazprom multiplie au contraire les nouvelles voies d'acheminement direct de son gaz naturel. Après Nord Stream, sous la mer Baltique, le groupe vient de lancer la construction de South Stream sous la mer Noire (voir ci-dessous).

Le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, a de son côté menacé de déposer plainte à l'OMC contre les taxes pour le recyclage des voitures, plus élevées pour les véhicules importés que pour les voitures russes, les barrières administratives réglementant l'achat d'animaux vivants et les droits de douane frappant certains produits.

M. Poutine a également profité de l'occasion pour réclamer que les Russes soient exemptés de visa pour se rendre

dans les pays de l'UE, sans toutefois obtenir gain de cause. « Les questions techniques sont réglées. Il ne s'agit plus que d'une question de volonté politique de la part de nos collègues en Europe », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse aux côtés du président du Conseil de l'UE Herman Van Rompuy et du président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

ACTUALITÉS - ENTREPRISES

Renault bientôt maître d'AvtoVAZ

L'alliance Renault-Nissan et le groupe russe Rostechologies, principaux actionnaires d'AvtoVAZ, ont signé le 12 décembre un accord prévoyant la création d'une coentreprise chargée de gérer le premier constructeur automobile russe. Cette coentreprise qui possédera toutes les actions d'AvtoVAZ appartenant à Renault-Nissan et à Rostechologies sera détenue à 50,1% par Renault, à 17,03% par Nissan et à 32,87% par Rostechologies. En outre, elle compte racheter en 2014 le reste des actions (20,14%) qui appartiennent aujourd'hui au groupe Troika Dialog.

Renault-Nissan, qui avait acheté 25% du capital d'AvtoVAZ en 2008 pour près de 750 millions d'euros, va déboursier une nouvelle somme de 750 millions de dollars US, dont 450 millions pour Nissan et 300 pour Renault. Cette contribution financière sera débloquée en plusieurs étapes sur deux ans. Sans attendre la prise de contrôle effective, les deux partenaires occidentaux ont relancé les transferts de technologies vers les usines russes.

Signe de nouvelles ambitions à l'export, Lada, qui n'avait guère connu qu'un petit succès jadis avec son 4x4 Niva, a annoncé la prochaine commercialisation dans quelques pays d'Europe, y compris en France, de sa berline low cost Granta, développée avec le concours des ingénieurs de Renault, qui s'est vendue à 120 000 unités cette année en Russie.

Le PDG de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, vise 40 % du marché russe d'ici à 2016, contre 30 % actuellement pour la nouvelle coentreprise qui prendra le contrôle d'AvtoVAZ. La Russie est en passe de devenir « le premier marché automobile européen avant 2015 », a-t-il déclaré.

AvtoVAZ est l'un des plus grands constructeurs automobiles en Europe de l'Est. Ses capacités de production permettent de sortir plus de 800 000 véhicules par an avec un effectif d'environ 66 000 personnes. En 2011, ses ventes ont progressé de 10,6% pour se chiffrer à 578 387 véhicules. Son bénéfice net s'est établi, selon les normes comptables internationales, à 6,7 milliards de roubles (167,5 millions d'euros) en 2011.

La production de véhicules légers en Russie a augmenté de 14,6% en janvier-novembre 2012 pour atteindre 1,8 million d'unités, a fait savoir le 17 décembre le Service fédéral des statistiques (Rosstat). Selon l'Association of European Business, la Lada reste la marque la plus populaire (494 000 unités vendues), suivie de la Chevrolet (189 000 unités) et de la Renault (172 600 unités).

Lancement de la construction de South Stream

Le président russe Vladimir Poutine a assisté le 7 décembre à la cérémonie de lancement de la construction du tronçon maritime du gazoduc South Stream, qui doit relier à la Russie aux consommateurs européens sous la mer Noire. La cérémonie a eu lieu près d'Anapa, au bord de la mer Noire, en présence d'ambassadeurs et de chefs d'entreprise, dont le PDG du groupe EDF Henri Proglio.

« C'est un événement important non seulement pour le marché de l'énergie russe, mais aussi pour celui de l'Europe toute entière », a souligné M. Poutine. « Avec Nord Stream, South Stream réunira les conditions propices à la fiabilisation des livraisons de gaz russe en faveur des consommateurs européens », a-t-il dit.

South Stream, qui aura une capacité prévue de 63 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, approvisionnera dans un premier temps six Etats : la Bulgarie, la Hongrie, la Serbie, la Slovénie, l'Italie et la Croatie. Le tronçon maritime long de 900 km sera installé à une profondeur maximale de 2 km.

Alstom et TMH ouvrent une usine au Kazakhstan

Les Chemins de fer kazakhs (KTZ), le français Alstom et le russe Transmashholding (TMH) ont inauguré mardi 4 décembre leur nouvelle usine de production de locomotives électriques à Astana (Kazakhstan). La cérémonie s'est déroulée en présence du président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, du président de KTZ Askar Mamine, du président de TMH Andreï Bokarev, du PDG d'Alstom Patrick Kron et du président d'Alstom Transport Henri Poupard-Lafarge.

L'usine sera exploitée par EKZ, une joint-venture détenue par KTZ à hauteur de 50% et par Alstom et TMH à hauteur de 25 % chacun. Avec une superficie de 27 522 mètres carrés et une capacité de production pouvant

atteindre 100 locomotives par an, l'usine est aux meilleurs standards de l'industrie et doit répondre aux besoins de renouvellement du parc ferroviaire du Kazakhstan. Ce projet représente un investissement de l'ordre de 50 millions d'euros.

La production d'EKZ débutera en janvier 2013 avec la commande de 1,3 milliard d'euros passée par KTZ pour 200 locomotives de fret (KZ8A) et 95 locomotives passagers (KZ4AT) destinés au réseau ferroviaire kazakh. Les 10 locomotives de présérie sont en cours de construction dans l'usine d'Alstom à Belfort. Dans le cadre du programme de transfert de compétences, les employés d'EKZ suivront des sessions de formation à Belfort et au sein de l'usine de locomotives électriques de TMH à Novotcherkassk, en Russie.

Pour Andreï Bokarev, c'est « un honneur » pour TMH d'avoir été choisi par le gouvernement du Kazakhstan en qualité de partenaire technologique. « Avec cette usine, qui est le résultat tangible du partenariat engagé récemment avec les Chemins de fer kazakhs, Alstom s'établit durablement au Kazakhstan », a pour sa part déclaré Patrick Kron. « Il s'agit du premier projet mené conjointement à l'international avec TMH, et je suis convaincu qu'il marquera une étape décisive de notre partenariat vers de nouveaux projets sur un marché dynamique prometteur. »

La KZ8A est considérée comme la locomotive de fret la plus puissante au monde, capable de tracter jusqu'à 9 000 tonnes et d'atteindre une vitesse de 120 km/h. Elle est en mesure de fonctionner dans des conditions météorologiques extrêmes, à des températures comprises entre -50 et +50°C. Cette locomotive garantit le confort des conducteurs sur de longues distances, grâce à des cabines spacieuses et bien équipées.

Pour s'abonner à ce digest mensuel gratuit ainsi que pour toute suggestion ou critique, merci de nous contacter à l'adresse: paris@economy.gov.ru